

# Indonésie – sur la voie de l'autocratie



Le 7 mars 2021, nous voterons sur l'accord de libre-échange (ALE) avec l'Indonésie, qui pour la première fois comprend des chapitres sur la durabilité des normes environnementales et sociales. Cependant, une alliance référendaire de plus de 50 organisations critique l'absence de mécanismes de contrôles efficaces, de sanctions contraignantes et d'une juridiction. C'est pourquoi nous rejetons cet accord de libre-échange – qui promet la durabilité mais cimente une politique qui nuit aux personnes et à l'environnement.

## **Le libre-échange augmente la consommation d'huile de palme**

Chaque année, les forêts et les tourbières d'Indonésie sont ravagées par des incendies parce que la culture sur brûlis est le moyen le moins cher de faire de la place pour de nouvelles plantations de palmiers à huile. En 2019, 300 000 hectares de paysage naturel ont ainsi été détruits, soit une superficie supérieure à celle du canton du Tessin. Cela fait de l'Indonésie l'un des plus grands émetteurs de CO2 au monde. En plus des forêts, les derniers orangs-outans et les tigres de Sumatra meurent ainsi que toute la faune et la flore. Il a été prouvé que des multinationales comme Nestlé et Unilever se procurent leur huile de palme auprès d'entreprises impliquées dans la culture sur brûlis et l'accaparement des terres. Les accords de libre-échange sont un moteur important de la demande d'huile de palme bon marché et de la lutte mondiale

pour les ressources.

À l'automne 2020, le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies déclare dans le monde entier que les graves violations des droits de l'homme sont « étroitement liées aux projets de développement à grande échelle ». Le principal moteur est « l'intensification de la concurrence mondiale pour les ressources naturelles et la militarisation croissante... pour s'emparer des terres indigènes à des fins lucratives ». Ce déplacement est à l'origine de centaines de conflits fonciers en Indonésie.



### **Violations des droits de l'homme et du travail et corruption omniprésente**

Plus d'un million d'hectares de forêts tropicales humides et de tourbières riches en espèces disparaissent irrémédiablement chaque année – ce qui représente un terrain de football toutes les 25 secondes – destinées principalement à l'industrie de l'huile de palme et du papier. Dix-sept millions d'hectares de monocultures d'huile de palme couvrent déjà 10 % de l'Indonésie, soit une superficie quatre fois plus grande que la Suisse. Le label de durabilité du gouvernement ISPO, mais aussi le label RSPO, sont régulièrement violés. Ce dernier sert de base d'importation dans l'ALE avec l'Indonésie.

Greenpeace et de nombreuses autres ONG assimilent même le label à une culture conventionnelle. Les monocultures d'huile de palme ne sont pas durables. Il s'agit plutôt de l'expression d'une politique agricole malavisée, avec de graves conséquences écologiques et sociales. Les conditions de travail précaires et non protégées sont très répandues, le travail des enfants et le travail forcé sont bien documentés. L'application non protégée de pesticides, dont le Paraquat de Syngenta, interdit en Europe depuis 2007, est très répandue.

### **Mépris de la vie et des droits démocratiques**

Le 5 octobre 2020, le Parlement indonésien a également adopté la loi Omnibus, qui contient des déréglementations de grande envergure en matière de droit du travail et de respect de l'environnement. Des manifestations de plusieurs jours ont eu lieu dans tout le pays pour en exiger le retrait. Environ 6000 personnes ont été arrêtées pendant les manifestations. « La loi Omnibus viole la constitution indonésienne », écrit la journaliste indépendante Febriana Firdaus pour le magazine « Foreign Policy ». En effet, la création des lois relève de la responsabilité de la Chambre des représentants, et la Constitution de 1945 fait du Parlement l'autorité suprême. Mais de plus en plus, « le président retrouve un pouvoir exécutif et législatif absolu », poursuit-elle.

De nombreux mégaprojets catastrophiques peuvent désormais être mis en œuvre, mais seule une petite élite d'investisseurs en bénéficie. Dans l'étude de l'impact environnemental, le comité indépendant – composé d'experts environnementaux et d'ONG – a été supprimé, soulignent les deux auteurs Usman Hamid et Ary Hermawan, ce dernier directeur adjoint d'Amnesty International Indonésie, sur le portail en ligne «new mandala». La loi est un « tapis rouge » pour les entreprises qui souhaitent promouvoir les ressources naturelles du pays avec des obstacles minimaux, voire nuls.

Des droits élémentaires, tels que la liberté syndicale et la

liberté de réunion ne sont déjà pas garantis. La loi Omnibus aggrave la situation à plusieurs reprises : entre autres, la suppression de la durée maximale des restrictions temporaires de travail et l'abolition des heures de travail décentes dans « certains secteurs » et du paiement des heures supplémentaires. Ils sont convaincus que les violations des droits de l'homme vont augmenter, pas seulement à l'encontre des communautés locales. Il semble évident, comme l'indique une biographie récente du président Joko Widodo, qu'il est du mauvais côté de l'histoire. Nous pouvons jouer notre rôle en votant NON à l'ALE avec l'Indonésie – et marquer l'histoire lors du premier vote sur un ALE en Suisse.

**Mathias Stalder**, coordinateur du référendum «Stop huile de palme»

**Soutenir dès maintenant la campagne référendaire par un don – chaque franc compte !**

IBAN : CH51 8080 8001 7187 438

Plus d'informations et commande de matériel sur [www.stop-huile-de-palme.ch](http://www.stop-huile-de-palme.ch)